



***Faucher volontairement une recherche publique fauchée,
n'est-ce pas un peu comme se tirer une balle dans le pied ?***

**CE N'EST PAS EN DÉSHABILLANT UNE COMMUNAUTÉ
SCIENTIFIQUE QU'ON EN HABILLERA D'AUTRES !**

***Oui à la critique publique...
sous réserve qu'elle le soit réellement et qu'elle soit démocratique !***

Des militants faucheurs d'OGM ont récemment manifesté contre un projet de recherche et le déploiement des équipes y participant. Pour la CGT-INRA, ces récentes interventions de faucheurs volontaires d'OGM dans les locaux et laboratoires du département BAP (en juin, à Lyon et en octobre, à Avignon) sous forme d'une "occupation citoyenne" pose problème.

L'interpellation des recherches de l'INRA par les citoyens et leurs organisations n'est ni nouvelle ni en soi une mauvaise chose. Les formes que ces interpellations peuvent prendre sont multiples et stimulantes pour autant qu'elles respectent les personnels de la recherche agronomique dont la CGT-INRA défend les intérêts individuels et collectifs.

La CGT-INRA a toujours lutté contre la dégradation des conditions de travail de l'ensemble des personnels, notamment ceux travaillant en génétique et en amélioration des plantes. Nous déplorons qu'une nouvelle fois, ce soit les équipes de recherche elles-mêmes qui fassent les frais de cette action « citoyenne ».

Comme si c'étaient elles qui décidaient de l'affectation des moyens à l'INRA, comme si c'étaient les personnels, premières victimes de la gestion en mode projet et tous ses avatars managériaux, comme si c'était dans les laboratoires que se trouvaient les sources de la dérive de la recherche publique soumise aux intérêts mercantiles. Comme si la science elle-même portait la faute de son dévoiement par les puissances capitalistes.

Quelques groupes transnationaux veulent s'accaparer les ressources génétiques (et technologies) qui libérées de cette domination, pourraient demain aider à construire l'agriculture que nous voulons. **La recherche publique en génétique végétale (comme animale) requiert donc plus que jamais un investissement accru des pouvoirs publics et à l'INRA en particulier.**

En aucun cas, les orientations diversifiées, explorant tous les fronts de sciences, toutes les possibilités, ne pourront s'appuyer sur l'abandon de pans entiers de nos recherches. L'arrêt de programmes en biologie ou en génétique serait une très mauvaise idée. Ce qu'il faut en revanche, c'est rendre ces recherches indépendantes des orientations privées : il faut consolider les crédits des laboratoires publics et cela indépendamment de l'approbation de semenciers transnationaux. Les fonds publics issus du grand emprunt et distribués sous la forme d'« investissements d'avenir » ne répondent d'ailleurs pas à cette exigence d'une nécessaire indépendance des travaux de recherche au service des citoyens. La CGT revendique que ces sommes soient ré-attribuées aux laboratoires publics pour abonder leurs crédits.

La CGT-INRA s'est régulièrement exprimée sur l'[utilisation des OGM en agriculture](#), mais ça n'est pas ce qui est ici en question. Les grands groupes de biotechnologies ne souhaitent développer de recherches en ce domaine qu'à seule fin de leurs profits immédiats et futurs. Ces compagnies capitalistes n'ont qu'un but : la domination globale du marché des semences, et c'est donc au sein de ces entreprises que se joue aujourd'hui le sort des ressources génétiques et des usages qui en seront faits demain. La main mise de ces groupes sur les brevets freine par ailleurs considérablement la recherche sur les plantes transgéniques.

Les salariés de ces entreprises et leurs syndicats ainsi que la fédération CGT de l'Agroalimentaire et forestière, avec les salariés de l'INRA et leur syndicat CGT-INRA revendiquent :

1. le recours à la **collégialité dans les orientations des recherches à l'INRA** à tous les niveaux
2. la consolidation de l'**indépendance des équipes de recherche** par l'établissement à 20.000 euros par an minimum de la part chercheur¹
3. la **résorption rapide de la précarité** par un plan pluriannuel de titularisation des personnels en CDD doublé d'un plan pluriannuel de recrutements de titulaires à tous les niveaux de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche
4. le **renforcement de la recherche publique dans toutes les dimensions de la génétique et amélioration des plantes**, tant pour ce qui concerne les recherches de base à tous les niveaux d'organisation du vivant, que pour les recherches les plus abouties en matière de création variétale et de conservation et étude des ressources génétiques.
5. le **renforcement des moyens du GEVES** et, à terme, sa réintégration au sein de l'INRA en tant que département de recherche.
6. la **non brevetabilité des plantes** issues de méthodes d'amélioration naturelle ou transgéniques.

Transgénèse et production de plantes OGM sont des techniques qu'il faut développer et maîtriser à l'INRA pour les besoins des citoyens, et en vue de contribuer à résoudre des questions d'intérêt universel : connaissances des génomes et de leur fonctionnement, innovations variétales utiles intégrées à une vision d'ensemble de la production agricole.

¹ **A propos de la part chercheur** : la dotation que les départements allouent à leurs unités est calculée en fonction du nombre de chercheurs. Les crédits du département sont ainsi divisés par le nombre de chercheurs et affectés ensuite aux unités en fonction des effectifs de chercheurs de l'unité. Initialement conçue pour couvrir l'ensemble des dépenses de fonctionnement des laboratoires cette « part chercheur » est devenue, comme le reconnaît la DG elle-même, inférieure à ce qui est nécessaire pour l'entretien courant d'une unité (fluides, téléphone, formations...). Cette paupérisation des laboratoires les conduit à trouver les ressources auprès d'agences extérieures influencées par les lobbys économiques ou politiques et qui pilotent de plus en plus la recherche au détriment de la stratégie propre de l'INRA.